

LE TRIANON DES FINANCIERS

Un colloque franco-britannique a regroupé la fine fleur de l'économie et de la politique oeuvrant des deux côtés de la Manche. C'était en fin de semaine dernière, à Versailles, dans l'hôtel du Trianon.

J'ai participé à un atelier intitulé : « Le modèle libéral-financier anglo-saxon est-il définitivement banni ? » Ce titre très français, dû à Jean-Louis Beffa, l'organisateur du colloque, a, de toute évidence, émoustillé les participants britanniques, où dominaient les financiers. Nous avons donc eu la joie de comprendre enfin la crise, qui serait due à cinq facteurs principaux.

Le premier est la nature humaine, oscillant entre l'avidité et la peur (« greed and fear »). C'est l'appétit du gain qui a provoqué la catastrophe et c'est la peur qui va la résoudre. Nous sommes de frustes « homo oeconomicus » guère différents des bêtes sauvages !

Deuxième facteur : la nature tout court. Les crises surviennent comme les tremblements de terre. On sait qu'elles se produiront un jour, mais on ne sait ni où, ni quand, ni avec quelle ampleur. Nous sommes en train de vivre un gros tsunami. Le remède est dans l'analogie : on enterre les « morts » (les chômeurs), et l'on reconstruit.

Troisième facteur : les mathématiciens ont inventé des martingales permettant de gagner beaucoup d'argent sans risques. Tant que les recettes entraient, aucun responsable de banque ne s'est inquiété de ne rien comprendre. Quand la tempête a éclaté, c'est devenu la faute des météorologistes.

Le quatrième facteur est carrément magnifique : c'est la faute aux régulateurs ! Si Grenspan avait fait son boulot, il n'y aurait pas eu de « subprimes », ces prêts au logement à taux d'intérêt progressifs accordés à des familles évidemment insolvable. Chacun sait que les accidents sont dûs aux gendarmes. Conclusion logique : réduisons les contrôles et faisons confiance à l'autorégulation des financiers.

Le cinquième facteur a le pompon : c'est la faute à la Chine. Elle accumule tant d'excédents commerciaux qu'il faut bien que d'autres pays fassent la contrepartie ! Ils doivent consommer au-dessus de leur pouvoir d'achat pour importer à tout va, et le crédit est donc nécessaire pour que les familles américaines satisfassent la voracité d'exportation chinoise. Ils doivent abaisser les taux d'intérêt et endetter à mort l'État pour satisfaire la demande de bons du Trésor américain de la part des épargnants de Shanghai.

La morale de cette fable d'outre-Manche est simple : ce n'est un mauvais moment à passer et, d'ici quelques années, on pourra reprendre les affaires comme avant (business as before). Il y aura évidemment un

coût à payer, pas un coût social qui n'est pas dans l'horizon des financiers de la City, mais un coût financier. La solution est évidente pour ces hommes pleins d'assurance : vendre les immeubles de la City et, s'il le faut, les entreprises du Royaume-Uni aux « fonds souverains » de l'Asie ou du Moyen-Orient. Peu importent les propriétaires des firmes si les brillants esprits peuvent continuer à déployer leurs talents lucratifs.

C'est à ce moment que Jean-Louis Beffa s'est énervé, lui qui a développé Saint-Gobain, très belle entreprise industrielle, en se méfiant comme la peste des jeux de pouvoirs financiers. Il a dit, avec une franchise peu diplomatique : « Le secteur financier, qui nous a mis dans la panade, doit s'excuser ! » Et il a plaidé pour une meilleure régulation financière au sein de la zone euro, par l'entremise de la Banque centrale européenne. Les regards se sont détournés, comme s'il avait coupé sa viande avec des couverts à poisson. Et un autre citoyen d'outre-Manche, un industriel pour une fois, a dit que la livre sterling ne rentrerait dans l'euro que lorsqu'elle serait à l'agonie. Par parenthèse, la livre est en train de subir un sacré plongeon par rapport au dollar et à l'euro.

J'ai renchéri dans la grossièreté, en soulignant la nécessité de contrôler les paradis fiscaux, dont l'opacité sert les intérêts privés des spéculateurs comme les intérêts mafieux des criminels. Sachant que le rêve des financiers de la City est de transformer celle-ci en un paradis fiscal, sans impôts, sans transparence et sans règles, mon incartade a failli déboucher sur une de ces conversations typiquement « british » consacrée à la pluie et au beau temps.

Deux Britanniques ont quand même sursauté. L'un, penseur du blairisme, s'est refusé à ce qu'on solde les entreprises et les patrimoines de son pays pour poursuivre comme avant les jeux d'argent. L'autre, pourtant membre du cabinet fantôme conservateur, s'est émue du fossé croissant qui sépare une petite minorité de la grande majorité de ses concitoyens.

Effectivement, dans ce beau salon, je pensais au petit Trianon tout proche où la reine Marie-Antoinette jouait à la fermière, en joyeuse compagnie. L'oligarchie de la City ne me semblait guère plus clairvoyante que l'aristocratie du début des années 1780. Et il était clair que les moutons de la bergerie étaient les familles des classes moyennes menacées dans leur emploi, leur revenu, leur retraite.

Un syndicaliste français a exprimé son inquiétude pour la démocratie, trouvant alarmant qu'aux dernières élections professionnelles des représentants des salariés, l'abstention ait crû fortement et que les syndicats modérés aient perdu du terrain par rapport aux syndicats plus radicaux.

La première conclusion, évidente, est que l'on ne peut faire confiance aux financiers pour nous sortir de la crise où ils nous ont mis. L'autorégulation, c'est-à-dire l'autodiscipline, comme l'appel au sens moral

des intéressés pour modérer leur « avidité » et leur rémunération, ne sont que plaisanteries perverses.

La deuxième conclusion est que la France a la chance d'être dans la zone euro. Dans la tempête qui souffle, les vagues y sont nettement moins fortes. Si la Banque centrale européenne n'existait pas, la crise de 2008 serait devenue une dépression. La France et ses partenaires auraient été ballottés par un tourbillon de spéculation et de dévaluations compétitives. Cela dit, rien n'est définitivement sauvé. Certains ont souligné que la dégradation de la dette grecque, reflétant une situation politique, économique et sociale fragile, posait question. Si la Grèce doit payer des taux d'intérêt nettement plus chers, elle ne pourra soutenir son économie, ce qui accentuera la crise. Deux solutions s'offriront : soit la sortie de l'euro et le saut dans l'inconnu avec la tutelle du Fonds Monétaire International ; soit un soutien financier, sous conditions, de ses partenaires européens. La même question se pose pour l'Irlande, le Portugal et peut-être bientôt pour l'Italie. Et je ne dis rien de la crise financière terrible qui secoue les pays d'Europe de l'Est, ne faisant pas partie de la zone euro.

Troisième conclusion : il ne suffira pas de faire le gros dos, en attendant que la tempête passe. L'Europe devra renforcer sa cohésion et sa solidarité interne. Cela signifie une volonté d'agir ensemble et d'amples moyens d'agir : des règles du jeu communes, un budget accru pour investir massivement dans l'avenir (recherche et innovation, infrastructures de transport, énergies renouvelables, isolation des bâtiments). Et il faudra le courage de mettre davantage l'accent sur les pays les plus fragiles, qui deviendront clients des entreprises des pays plus avancés.

Quatrième conclusion. C'est avec l'Allemagne que la France devra aller de l'avant. Gordon Brown, le Premier ministre britannique, est probablement le plus qualifié pour sauver les banques. J'ai respecté son intelligence bougonne quand nous étions tous deux ministres des Finances. Et la finance est l'industrie britannique par excellence.

Mais il ne suffira pas de sauver la finance à n'importe quel prix. Il faudra construire un développement plus harmonieux : efficace en économie, plus égalitaire en société, moins gaspilleur en écologie. C'est avec l'Allemagne que l'on y arrivera. La coopération franco-allemande s'est grippée depuis que la France a changé de président en 2007, car l'économie sociale de marché ne relève pas du mouvement perpétuel. Et des défauts inquiétants de coopération se multiplient. Chacun négocie son gaz avec la Russie. Et le couple Areva-Siemens divorce dans le nucléaire civil. La rumeur dit que Siemens va s'allier avec un partenaire russe, accentuant un mouvement vers l'Est de notre partenaire privilégié.

Monsieur le Président, moins d'agitation, plus de coopération !

Christian Sautter